

Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Astreintes - Conditions d'exercice - Modalités de paiement et de compensation - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier recourt aux astreintes lorsque les exigences de continuité du service ou d'impératifs de sécurité s'imposent. Les interventions en dehors de l'horaire normal du service ont en effet été rendues possibles pour faire face à ces situations.

1. LE CADRE JURIDIQUE – RAPPELS DES PRINCIPES GENERAUX

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité. Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention est alors considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

A toutes fins utiles, il est rappelé que le temps de travail effectif est le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et se conforment à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles.

Pour la fonction publique territoriale, l'article 5 du décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 précise les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics. Il appartient en effet à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires et après avis du comité social territorial, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés. C'est dans ce cadre que la Ville de Montpellier a souhaité délibérer sur la mise en place de différentes astreintes en définissant pour chacune, les périodes durant lesquelles les agents sont placés en astreinte, leurs missions, ainsi que les motifs de recours aux astreintes, le personnel concerné et les modalités d'application dédiées.

L'article 5 précité dispose également que « *Les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes sont précisées par décret, par référence aux modalités et taux applicables aux services de l'Etat* », conduisant ainsi à réaliser la distinction suivante au regard de la filière d'appartenance de l'agent :

- **Pour les agents relevant de la filière technique** : *en référence aux barèmes fixés par l'arrêté du 14 avril 2015 « fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement », pris en application du décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement ;*
- **Pour les agents relevant des autres filières** : *en référence aux barèmes fixés par l'arrêté du 3 novembre 2015 « fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur », pris en application du décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur.*

2. LES MODALITES DE COMPENSATION ET D'INDEMNISATION

Elles sont attribuées de manière forfaitaire et suivent les taux fixés par arrêtés ministériels.

I. La Filière technique

Trois types d'astreintes sont distinguées :

- **L'astreinte d'exploitation** (astreinte de droit commun) : elle est définie comme la situation des agents tenus, pour des raisons de nécessités de service, de demeurer à leur domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir dans le cadre d'activités particulières, à la demande de l'autorité territoriale ou de son représentant ;
- **L'astreinte de sécurité** : elle concerne les agents amenés à intervenir lorsque les exigences de continuité du service ou d'impératifs de sécurité l'imposent (situation de crise ou de pré-crise) ;
- **L'astreinte de décision** : elle concerne la situation du personnel d'encadrement pouvant être joint directement par l'autorité territoriale en dehors des heures d'activité normale du service afin de prendre les mesures et les dispositions nécessaires.

I.1. Astreintes

I.1.1. Indemnisation des périodes d'astreinte :

	La semaine complète *	Une nuit entre le lundi et le samedi (inférieure à 10 heures)	Une nuit entre le lundi et le samedi (supérieure à 10 heures)	Samedi ou journée de récupération	Dimanche ou jour férié	Un week-end (du vendredi soir au lundi matin)
ASTREINTES D'EXPLOITATION	159,20 €	8,60 €	10,75 €	37,40 €	46,55 €	116,20 €
ASTREINTES DE SECURITE	149,58 €	8,08 €	10,05 €	34,85 €	43,38 €	109,28 €
ASTREINTES DE DECISION	121 €	10 €		25 €	34,85 €	76 €

***A noter :** Les montants des indemnités d'astreinte de sécurité ou d'exploitation sont majorés de 50% lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de cette période.*

() Le montant forfaitaire d'indemnisation d'une semaine complète comprend l'indemnisation cumulée de 7 nuits, auquel on ajoute la journée du samedi et la journée du dimanche.*

Il est précisé qu'une période d'astreinte de nuit, rémunérée forfaitairement, débute dès la fin du temps de présence réglementaire dans le service jusqu'à la reprise le lendemain matin.

I.1.2. Compensation en temps des astreintes :

Pour ce qui est des fonctions techniques, la réglementation ne prévoit pas la possibilité de recourir à la compensation en temps. Seule l'indemnisation est possible.

I.2. Interventions

I.2.1 Indemnisation des interventions :

- **Pour les agents qui ne sont pas éligibles aux Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS)** – cadres d'emploi des ingénieurs territoriaux

Il est précisé que seuls ces agents sont concernés par l'indemnité d'intervention pendant les périodes d'astreinte.

	Nuit	Samedi	Dimanche et jour férié	Jour de semaine
INDEMNITE D'INTERVENTION	22 € / heure			16 €/ heure

Il est à noter que s'agissant des interventions à distance, la compensation peut avoir lieu sous réserve de leurs caractères significatifs (au minimum 1h00 par intervention) et dès lors qu'elles donnent lieu à une véritable action de coordination ou d'organisation de l'intervention.

- **Pour les agents éligibles aux IHTS** - cadres d'emploi des adjoints techniques, techniciens ou agents de maîtrise

Les interventions qui conduisent ces agents à dépasser leurs obligations normales de service définies dans le cycle de travail ne peuvent donner lieu qu'au versement d'IHTS selon les taux applicables aux IHTS.

I.2.2. Compensation en temps des interventions :

- De même que pour l'indemnisation, seuls les **agents qui ne sont pas éligibles aux IHTS**, (cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux), sont concernés par l'application des barèmes de repos compensateur suivants, en cas d'intervention à l'occasion des périodes d'astreinte.

	Nuit	Samedi	Jour de repos imposé par l'organisation collective du travail	Jour en semaine	Dimanche ou jour férié
COMPENSATION D'INTERVENTION (Durée du repos compensateur)	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 50%	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25%		Nombre d'heures de travail effectif	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 100%

Les jours et heures du repos compensateur sont fixés par le responsable de service, compte tenu du vœu de l'intéressé et des nécessités du service.

Il est à noter que s'agissant des interventions à distance, la compensation peut avoir lieu sous réserve de leurs caractères significatifs (au minimum 1h00 par intervention) et dès lors qu'elles donnent lieu à une véritable action de coordination ou d'organisation de l'intervention.

- **Pour les agents éligibles aux IHTS** (cadres d'emploi des adjoints techniques, techniciens ou agents de maîtrise) : les interventions qui conduisent l'agent à dépasser ses obligations normales de service définies dans le cycle de travail peuvent être compensées par une durée d'absence équivalente au nombre d'heures d'intervention éventuellement majorées sur décision de l'organe délibérant selon les taux applicables aux IHTS.

II. Les autres filières (toutes sauf technique)

II.1. Astreintes

II.1.1. Indemnisation des périodes d'astreinte :

	La semaine complète*	Du lundi matin au vendredi soir	Dimanche ou jour férié	Une nuit de semaine	Un week-end (du vendredi soir au lundi matin)	Samedi
INDEMNITES D'ASTREINTES	149,48 €	45 €	43,38 €	10,05 €	109,28 €	34,85 €

A noter : Les montants de l'indemnisation sont augmentés de 50% si l'agent est prévenu moins de 15 jours avant la date de réalisation de l'astreinte.

(*) Le montant forfaitaire d'indemnisation d'une semaine complète comprend l'indemnisation cumulée de 7 nuits, auquel on ajoute la journée du samedi et la journée du dimanche.

Il est précisé qu'une période d'astreinte de nuit, rémunérée forfaitairement, débute dès la fin du temps de présence réglementaire dans le service jusqu'à la reprise le lendemain matin.

II.1.2. Compensation en temps des astreintes :

	La semaine complète*	Du lundi au vendredi soir	Samedi, dimanche ou Jour férié	Une nuit de semaine	Un week-end (du vendredi soir au lundi matin)
INDEMNITES D'ASTREINTES	1 journée et demie	1 demi-journée	1 demi-journée	2 heures	1 journée

A noter : Les compensations horaires sont augmentées de 50% si l'agent est prévenu moins de 15 jours avant la date de réalisation de l'astreinte.

II.2. Interventions

II.2.1. Indemnisation des interventions :

	Jour de semaine	Samedi	Nuit	Dimanche ou un jour férié
INDEMNITE D'INTERVENTION	16 € / heure	20 € / heure	24 € / heure	32 € / heure

II.2.2. Compensation en temps des interventions :

	Jour de semaine	Samedi	Nuit	Dimanche ou jour férié
COMPENSATION D'INTERVENTION (Durée du repos compensateur)	Nombre d'heures de travail effectif majoré de 10%		Nombre d'heures de travail effectif majoré de 25 %	

Il est à noter que s'agissant des interventions à distance, la compensation peut avoir lieu sous réserve de leurs caractères significatifs (au minimum 1h00 par intervention) et dès lors qu'elles donnent lieu à une véritable action de coordination ou d'organisation de l'intervention.

3. LES REGLES D'APPLICATION PRATIQUE DU DISPOSITIF

- L'indemnité d'astreinte et d'intervention ainsi que le repos compensateur ne peuvent pas être attribués :
 - aux agents qui bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ;
 - aux agents percevant la nouvelle bonification indiciaire (NBI), au titre de l'occupation de l'un des emplois fonctionnels administratifs de direction, par le décret n°2001-1274 du 27 décembre 2001 et le décret n°2001-1367 du 28 décembre 2001 (directeur général des services et directeur général adjoint des services des collectivités territoriales, directeur général des services et directeur général adjoint des services d'EPCI à fiscalité propre) ;
- De plus, par analogie avec les dispositions applicables à l'Etat, l'indemnisation des astreintes ou des interventions ne peut être cumulée avec tout autre dispositif particulier de rémunération des astreintes, des interventions ou des permanences :

- ➔ Le cumul avec l'indemnité de permanence et les indemnités horaires pour travaux supplémentaires n'est donc pas possible ;
- ➔ De même, la rémunération et la compensation en temps sont exclusives l'une de l'autre ;
- ➔ Les deux indemnités (astreinte et intervention) sont en revanche cumulables ;
- Il reviendra à l'autorité territoriale de déterminer si les périodes d'astreinte et les éventuelles interventions sont rémunérées ou compensées, en fonction des nécessités du service ;
- L'indemnisation ou la compensation des astreintes et des interventions ne peut se faire que sur transmission d'état détaillé et de justificatifs, visés et signés par les responsables hiérarchiques de l'agent ou le cas échéant, du service pour lequel les astreintes ont été effectuées ;
- Le respect de la réglementation relative au temps de travail doit être observé ;
- Les agents mobilisés sur les périodes définies par délibération seront rémunérés au moyen des différentes indemnisations (semaine complète, du lundi au vendredi, nuit, week-end, samedi, dimanche et jour férié) prévues par les décrets et la présente délibération.

Le comité social territorial a été saisi pour avis le 30 novembre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conditions d'exercice et modalités de paiement et de compensation des astreintes, telle que précisées ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.